



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CALAISIS

76 boulevard Gambetta
62101 CALAIS

Pôle des Moyens Opérationnels

**Gestion et Maintenance des
Espaces Publics et des Réseaux**

**Entretien des Zones d'Activités
Ramassage des Déchets et
Opérations de Propreté Urbaine**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

SOMMAIRE

Article premier - Objet, forme et durée du marché	3
1.1 - Objet des prestations	3
1.2 - Tranches et Lots	3
1.3 - Forme du marché	3
1.4 - Durée du marché	3
Article 2 - Documents contractuels	3
Article 3 - Délai d'exécution	3
Article 4 - Conditions d'exécution	4
4.1 - Bons de commande	4
4.2 – Emballage	4
4.3 – Transport	4
4.4 - Mode d'exécution	4
4.5 - Lieu d'exécution des prestations	4
4.6 - Surveillance en usine	4
4.7 - Opérations de vérifications	4
4.8 - Décisions après vérification, l'admission	4
Article 5 - Garantie technique	5
5.1 – Engagement d’insertion	5
5.2 – accompagnement de la Clause d’insertion	6
Article 6 - Retenue de garantie	7
Article 7 - Marchandises remises au titulaire	7
Article 8 – Prix	7
8.1 - Forme des prix	7
8.2 - Variation des prix	7
8.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché	7
8.2.2 - Type de variation des prix	7
Article 9 - Délai de paiement	8
Article 10 – Avance	8
Article 11 - Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde	9
Article 12 - Droit, Langue, Monnaie	10
Article 13 – Pénalités	10
Article 14 – Formation	10
Article 15 - Résiliation du marché	10
Article 16 - Dérogations au CCAG	10

Cahier des Clauses Administratives Particulières

1. OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

1.1 - OBJET DES PRESTATIONS

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Entretien des Zones d'Activités : Ramassage des déchets et opérations de propreté urbaine.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 - TRANCHES

Sans objet.

1.3 - LOTS

Sans objet.

1.4 - FORME DU MARCHÉ

Marché ordinaire

1.5 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché démarre à compter de la réception de sa notification pour une durée de 1 an reconductible 1 fois un an.

2. - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le Marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ♦ l'Acte d'Engagement (A.E) et ses annexes ;
- ♦ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ♦ le Règlement de Consultation (RC) ;
- ♦ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)+ plans annexés;
- ♦ le Détail Quantitatif et Estimatif servant de Bordereau d'Aide à la Décision ;
- ♦ Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U);
- ♦ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 19 janvier 2009 publié au JORF du 19 mars 2009 (C.C.A.G FCS).
- ♦ l'offre technique et financière du titulaire.

3. - FREQUENCE D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution des prestations sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

4. - CONDITIONS D'EXÉCUTION

4.1 - BONS DE COMMANDE

Pas de stipulations particulières.

4.2 - EMBALLAGE

Sans objet.

4.3 - TRANSPORT

Sans objet.

4.4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les prestations sont exécutées conformément au CCTP

4.5 - LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront réalisées sur les lieux suivants :

- Zone d'activités des Dunes,
- Zone d'activités Marcel Doret, et ses sous-secteurs,
- Zone d'activités Transmarck et la ZAL des pins à Marck,
- Parc d'activités du Virval,
- Site Naturel Protégé du Colombier Virval
- Zone des Terrasses à Coquelles
- Berges des canaux du canal de Calais, entre Calais et Coulogne.

4.6 - SURVEILLANCE EN USINE

Sans objet.

4.7 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG.

4.8 - DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION, L'ADMISSION :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG.

5. - CLAUSES D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIE

La communauté d'agglomération Cap Calais Terre d'Opale, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché public : la réalisation d'heures d'insertion.

La société qui se verra attribuer le marché, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 3 du règlement de consultation précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

La communauté d'agglomération Cap Calais Terre d'Opale a mis en place une assistance spécifique qui doit permettre aux entreprises qui le souhaitent d'être accompagnées dans la bonne compréhension et mise en œuvre de ce dispositif.

ATTENTION :

LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXECUTION SERA DÉCLARÉE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.

5.1 - L'engagement d'insertion :

Les candidats doivent proposer un nombre d'heures directement sur l'annexe de l'acte d'engagement (Cf. annexe n°1 au présent CCAP) sur la base d'un minimum et d'un maximum déjà établi. Les candidats sont invités à se rendre sur le site afin de mieux apprécier la réalité du travail à effectuer et proposer un nombre d'heures cohérent.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

L'embauche de la personne en insertion devra être postérieure à la date de notification du marché. Toute embauche antérieure à cette date ne pourra être prise en compte dans la réalisation de la clause d'insertion.

Le PLIE par l'intermédiaire de son Chargé de Mission Clause d'Insertion est le seul organisme habilité par le maître d'ouvrage à pouvoir proposer des candidats aux entreprises. Les publics qui n'auront pas été préalablement validés par le PLIE ne pourront être pris en compte dans la réalisation de la clause d'insertion. Le PLIE est le seul organisme habilité par la maîtrise d'ouvrage à pouvoir valider les heures d'insertion.

À la demande du PLIE, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer Cap Calais par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le PLIE, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

À l'issue du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de non respect du titulaire à ses obligations et notamment à son engagement d'insertion, non remédié suivant l'envoi par lettre recommandée d'une mise en demeure de s'exécuter dans un délai raisonnable décidé au cas par cas par le pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié de plein droit sans préjudice de dommages et intérêts auxquels Cap Calais pourra prétendre.

5-2 - L'accompagnement de la clause d'insertion :

Pour toute information relative à la clause d'insertion :

Contact :

Service Marchés
CAP CALAISIS - Communauté d'Agglomération du Calaisis
76 boulevard Gambetta
62101 CALAIS
N° de téléphone : 03.21.19.55.00
N° de télécopie : 03.21.19.55.09
E.Mail :info@agglo-calaisis.fr

Ou

Monsieur Xavier FRANCOIS
Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'agglomération Cap Calaisis
70 rue Mollien – 62100 CALAIS
03.21.19.57.57 / 06.66.94.67.57
xavier.francois@parcours-calaisis.fr

Madame Julie GRIOCHE
Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'agglomération Cap Calaisis
70 rue Mollien – 62100 CALAIS
03.21.19.57.57 / 06.67.11.66.06
julie.grioche@parcours-calaisis.fr

Le contrôle de l'action d'insertion

Le prestataire produira le premier jour de chaque mois tous les renseignements relatifs (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc...) à la mise en œuvre de l'action.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article suivant

Les personnes en insertion devront être intégrées sur des postes productifs, pour cela, l'entreprise devra désigner un tuteur (responsable d'équipe) qui sera chargé d'assurer une fonction de formateur.

Les personnes en insertion devront exécuter des tâches énoncées par le CCTP.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAG.

Pénalités

En cas de non respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 70 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage. Garantie technique

Sans objet.

6- RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

7- MARCHANDISES REMISES AU TITULAIRE

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

8- PRIX

8.1- FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaires selon les quantités réalisées.

8.2 - VARIATION DES PRIX

8.2.1- Mois d'établissement du prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de novembre 2016. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

8.2.2- Type de variation des prix

Tous les prix du présent marché sont révisibles selon les mêmes modalités spécifiées ci-après.

La révision sera faite au terme de la 1^{ère} année du marché selon la formule suivante :

$$P/P0 = 0,15 + 0,85 (0,75 \times (NAT+CS1) / NAT0+CS10) + 0,15 IM/IM0 + 0,10 ES/ES0)$$

Les indices retenus pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût des prestations sont les suivants :

Indice	Définition
NAT	Indice général des salaires BTP / sources FFB
CS1	Coefficient de charges travaux publics
IM	Indice matériel / source FNTF
ES	Super carburant plombé / source INSEE

Les indices sont publiés au bulletin mensuel de la statistique et sur le site www.insee.fr

Pour la mise en oeuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La variation des prix est limitée à 2 %. Cela se traduit de la manière suivante : à la date anniversaire du marché, application de la formule de révision. Si coefficient de variation est inférieur à 2%, application de ce dernier. Si coefficient de variation supérieur à 2 %, application de 2 %.

Clause de butoir

La variation des prix ne peut en aucun cas excéder le prix initial majoré de 2.00 %.

9- DÉLAI DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en oeuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans la loi n°2013-100 du 28 Janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 Mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10- AVANCE

Sauf refus du titulaire, une avance est versée à tout titulaire d'un marché dont le montant HT dépasse 50 000 € HT dans les conditions prévues à l'article 110 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Sous réserve des dispositions de l'article 135 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois (si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois).

Le prestataire doit fournir la garantie à première demande prévue à l'article 112 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Si les deux parties en sont d'accord, cette garantie à première demande peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire. La personne publique conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début des prestations du lot concerné.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des prestations est au moins égal à 50 000 € HT. Les modalités de détermination du montant des avances s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque lot. Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque lot est considéré comme un marché distinct.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par la personne publique dès la notification de l'acte spécial.

11- RYTHME DES ACOMPTES, DES PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS ET DU SOLDE

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues au C.C.A.G., notamment en son article 11.

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

12- DROIT, LANGUE, MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 et suivant du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : Entretien des zones d'activités – Ramassage des déchets et opérations de propreté urbaine. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."

13- PÉNALITÉS

L'ensemble des observations portées sur les bons d'exécutions servira de base pour juger l'exécution des prestations.

Les pénalités seront appliquées sur la facture correspondant aux prestations mises en cause.

- **Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G., le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations non justifiées ou non autorisées par le pouvoir adjudicateur, la pénalité journalière de 100 € / HT.

- **Pénalités pour non remise de documents**

Le titulaire est tenu de remettre dans les délais les documents contractuels (programme d'exécution des travaux, journal de chantier, schéma d'organisation de suivi et d'évacuation des déchets ...)
En cas de non remise de documents, le titulaire encourt une pénalité journalière de 50 €/HT

14- FORMATION

Sans objet.

15- RESILIATION DU MARCHÉ

Les clauses des chapitres 6 et 7 du C.C.A.G. sont applicables.

16- DÉROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé aux articles suivants du C.C.A.G. :

- ◇ L'article 13 du présent cahier déroge à l'article 14 du C.C.A.G.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ANNEXE N°1 – TABLEAU DES LOTS AVEC CLAUSE D'INSERTION

LOT N°	LIBELLÉ DU MARCHÉ	NOMBRE D'HEURE D'INSERTION A RÉALISER POUR LA DURÉE DU MARCHÉ
	ENTRETIEN DES ZONES D'ACTIVITÉS RAMASSAGE DES DÉCHETS ET OPÉRATIONS DE PROPRETÉ URBAINE	MINI 300 HEURES ET MAXI 800 HEURES